

A la suite de la réunion des Parents d'Elèves qui a eu lieu en Mairie le 1er Juin 1982, à l'initiative de la Municipalité, Monsieur le Maire devait envoyer, le 2 Juin, une lettre à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, dans laquelle il écrit :

"Je me permets de vous rappeler que la Municipalité avait opté pour l'adhésion au S.I.S. de NANCY, sur votre demande, afin de pouvoir réaliser un C.E.S. sur LUDRES.

Nous constatons que celui-ci n'est toujours pas programmé, mais que les enfants de LUDRES désirent néanmoins pouvoir fréquenter un C.E.S. le plus proche de LUDRES, situé suivant le choix des 45 familles concernées, dans le S.I.S. de NANCY.

Je vous demande de bien vouloir reconsidérer votre position et accepter les enfants de LUDRES, qu'ils soient de Pierre Loti ou de Jacques Prévert, dans un de ces C.E.S.

C'est d'ailleurs pour résoudre ce problème prévisible que j'avais proposé à Monsieur le Recteur, dans une lettre du 16 Mars 1982, une réunion à LUDRES, avec les parties intéressées".

Le 14 Juin, Monsieur le Maire devait donner lecture de la réponse du Rectorat, en date du 10 Juin 1982, suite à sa lettre du 10 Mai demandant si l'implantation d'un Collège 600 sur LUDRES était "susceptible d'être retenue à la carte scolaire de base".

Monsieur le Recteur précisait, notamment :

"La commission académique de la carte scolaire du 20 Avril 1982 a reconnu que, malgré l'excédent des capacités d'accueil dans le secteur de NANCY, la construction d'un Collège de 600 places à LUDRES se justifierait pour répondre aux besoins qualitatifs de la banlieue Sud de NANCY" et celui-ci d'ajouter que la carte scolaire ne fait que constater les besoins et n'a donc pas valeur de décision.

"Ces décisions sont prises chaque année dans le cadre de la programmation, compte-tenu de l'enveloppe financière disponible".

Le Conseil Municipal déplore l'absence de décision en matière d'affectation de crédits spécifiques pour financer cette réalisation et dénonce une nouvelle fois le statu-quo de ce dossier que semblent entretenir les organisations responsables et qui va entraîner à nouveau l'éclatement des enfants de LUDRES, à la rentrée de Septembre 1982.